

## LES LIMITES JURIDIQUE ET SOCIALES D'ENTREPRENEURIAT EN ROUMANIE

DAN TOP

Docteur en droit

Maître de Conférences en Droit social,  
Université Valahia, Târgoviște, Roumanie  
Chercheur associé à LAB.RII  
Université du Littoral Côte d'Opale, France

### Abstract :

*Awareness during the last decade, the importance of start-ups and small and medium enterprises (SMES) in economic development has caused many government formed by members of all political groups and at all levels to create policies that encourage and stimulate new businesses.*

*After the fall of communism in Romania and transition to a market economy since 1990, the most common forms of entrepreneurship or working on their own are forms of business with a license or form commercial companies. Another form of entrepreneurship in Romania is dedicated to allow individuals and family associations engaged in economic activities in an independent manner. Micro-enterprises, small and medium enterprises (SMEs) play an essential role in the European economy. They represent a source of entrepreneurial skills, innovation and job creation.*

*For Romania, a first step in this context was in 1999, the Law on stimulating the creation and development of small and medium enterprises which deals with measures to create favorable to the creation and development of small and medium enterprises, which is repealed by Law 346/2004 which, in keeping with the recommendations EU shows measures to promote the creation and development of small and medium enterprises.*

*In 2004 the government passed the government's strategy to support the development of small and medium enterprises during the period 2004 - 2008, the main priority, measures to support business incubators in production and service value creation high aims to support the creation and development of incubators and technology to stimulate enterprise and innovative initiatives and the development of local small and medium enterprises in production and services generating added value.*

*Romania could reach more than 12 years the average for the European Union two years ago, and only if the nearly 20 billion euro in EU funds will be fully treated in accordance with the National Strategy for Development Sustainable Romania (NSDS) will like it estimated the Romanian Prime Minister Călin Popescu Tăriceanu, who claim that in 2020 will be the seventh largest economy in the EU.*

**JEL codes:** L260

**Mots-clés :** l'esprit d'entreprise; activité économique d'une manière indépendante; activités entrepreneuriales; petites et moyennes entreprises; développement économique local.

L'esprit d'entreprise n'est plus un concept abstrait<sup>1</sup>. Il est l'intérêt et la demande de plus en plus élevé de la mise «affaires» (la création de nouvelles entreprises) comme un élément clé dans le processus de développement et la relance de régions moins développées en Europe. En outre, la sensibilisation au cours de la dernière décennie, l'importance des entreprises nouvellement créées et des petites et moyennes entreprises (PME) dans le développement économique a provoqué de nombreuses administrations publiques formée par des membres de toutes les groupes politiques et à tous les niveaux pour créer des politiques qui encouragent et stimulent la création de nouvelles entreprises.

Conformément à la nouvelle définition<sup>2</sup>, une entreprise est «toute entité exerçant une activité, quelle que soit sa forme juridique». Cette formulation n'est pas nouvelle. Il reflète la terminologie utilisée par la Cour européenne de Justice dans ses décisions. Être inclus dans la recommandation formelle, le but de la nouvelle définition des PME est désormais clairement mis en évidence. Par conséquent, les personnes autorisées, les associations familiales, des partenariats et des associations exerçant une activité mai être considéré entreprises. Le facteur déterminant est l'activité économique, et non pas la forme juridique.

Après la chute du communisme en Roumanie et de transition vers une économie de marché depuis 1990, les formes les plus courantes de l'esprit d'entreprise ou travaillent pour leur propre sont des formes de l'activité commerciale avec une licence ou de la forme de sociétés commerciales. La principale différence entre les deux formes est que le commerçant (personne) faire des affaires sur leurs propres besoins et de la soi-disant commercial permis, alors qu'une société (personne morale) faire des affaires dans la société, à savoir pour l'ensemble de ses clients. Pour mettre en place une telle entreprise est nécessaire pour permettre commercial fondateurs, ainsi que d'un contrat juridique entre eux.

1\_ Centre for Entrepreneurship and Business Research, (2007), 1-er rapport sur les activités d'entreprises en Roumanie., Travail CEBR Paper Series

2\_ L'article 2 de l'annexe Recommandation 361/2003/CE

Loi no. 31/1990<sup>3</sup> sur les sociétés commerciales qui dans le premier article montre que « à accomplir des actes de commerce, personnes physiques et morales peuvent et peuvent être des sociétés associées ». Un permis de l'activité commerciale est le moyen le plus simple pour démarrer une entreprise. Doit être demandé un permis commercial pour conférer le droit de faire des affaires dans un domaine particulier. Il existe des exigences différentes pour les types suivants d'activités commerciales (tous besoin d'honnêteté): **Le libre-échange** -, il n'est pas nécessaire de préciser la qualification, mais seulement une déclaration de casier judiciaire (ces activités comprennent, par exemple, l'activité habituelle de vente ou intermédiaires différentes activités, etc.) **Activités artisans** - est nécessaire d'apprentissage ou d'autres activités de formation spécifiques en matière d'éducation et de formation professionnelle ou de six années d'expérience dans ces activités ou professions (Celles-ci comprennent, par exemple, ébénistes, forgerons, les activités mécaniques, maçons, cosmétiques, etc.) **Les activités couvertes**- en plus de qualifications appropriées ont d'autres exigences définies dans les divers règlements (ce sont des activités telles que la comptabilité, l'installation, la réparation et le contrôle des appareils électriques, la fabrication de produits chimiques, optiques, services de massage, conseils psychologiques, etc.) Les types d'activités ci-dessus sont appelés activités enregistrées. Le demandeur qui répond à des documents pertinents déposés au registre du commerce, de la délivrance commercial. **Concession** - ils sont définis (y compris les qualifications) par les lois et règlements. En outre, en plus de l'enregistrement, l'application requiert l'approbation de l'autorité administrative d'un État particulier (par exemple pour le taux de change - Banque nationale). Dans le cas où l'agrément est accordé, le demandeur reçoit, en plus de permis d'exploitation, dite concession. Parmi les exemples de concession sont les suivants: la production, la réparation, la vente et l'usage d'armes, la fourniture de services de communications, services de taxi etc. Ceux qui ne souhaitent pas faire des affaires à lui seul, mais nous voulons mettre en commun leurs forces et des ressources avec d'autres partenaires, ce qui pourrait être inévitable si les coûts de démarrage d'une entreprise sont élevés, ont la possibilité de créer une société commerciale. La plus fréquente est ce qu'on appelle la société à responsabilité limitée (LLC). Chaque partenaire est tenu de présenter une communication en capital de base, qui sera payé les dettes ou autres engagements financiers de la liquidation de l'entreprise (qui est la raison pour laquelle la responsabilité est limitée- la société n'est responsable que limité capital de base). Partenaires conclure le partenariat qui mentionne, entre autres choses, le montant investi par chaque partenaire et de faire qui sera le partage des bénéfices. Cette société à responsabilité limitée mai également être établie par un seul partenaire. Il ya aussi d'autres types de sociétés telles que JSC, les entreprises publiques, les partenariats, anonyme etc. Les détails sont définis dans le Code de commerce, qui date du 1887 suspendu pendant le régime communiste.

Une autre forme de l'esprit d'entreprise en Roumanie est dédié à autoriser les particuliers et les associations familiales qui exercent une activité économique, d'une manière indépendante.

La Loi no. 300/2004<sup>4</sup> prévoit que le prélèvement d'une inscription au registre du commerce, de la question de la procédure d'autorisation par les agents des administrations locales, une autre acte normative<sup>5</sup> doit conduit à une réduction de la bureaucratie, la corruption et de raccourcir les délais pour les autorisations Considérant que des dispositions conduisant à simplifier le processus d'approbation et d'enregistrement de ceux qui souhaitent exercer une activité économique dans l'une des formes les plus simples de celui-ci mis en place des critères qui ne laissent pas de place interprétation arbitraire et le transfert de la procédure d'autorisation et d'enregistrement dans le plein le registre de commerce, qui raccourcit les mesures qu'ils ont à marcher un candidat vient à rencontrer et avec le personnel et les procédures qui ont déjà prouvé leur efficacité dans le cas des entreprises.

Étant donné que l'absence de mesures actives visant à encourager les entreprises, y compris en réduisant les procédures administratives, et la création de nouveaux emplois conduire à la blessure du développement durable et durable la Roumanie et la lenteur de la croissance économique, aussi que en tenant compte du fait que les permis relevant à ce moment-là en vertu des dispositions de la loi n°. 300/2004, avec les amendements ultérieurs, couvrant les domaines d'une importance particulière à des difficultés sociales et économiques en cours en maintenant l'application de la procédure d'autorisation peut générer de graves défaillances dans le cours normal de ces activités.

Ces actes normatifs on fait que l'esprit d'entreprise a beaucoup d'attention et est considéré comme un moyen intéressant de faire une carrière, ce qui a conduit à l'émergence d'une pile de la littérature des études et des recherches en termes de comportement d'entreprise D'autre part, commence à devenir évident que, tandis que celle du lancement d'une entreprise est relativement simple, le véritable défi réside dans le fait juste pour garder l'entreprise en vie. Cela fait suite à de récentes statistiques fournies par les entrepreneurs mondiaux Monitor (GEM), ce qui suggère que 20% des nouvelles entreprises apparues dans les États-Unis ne parvient pas à la première année.

Utilisant un échantillon construit par le Center for Entrepreneurship & Business Research (CEBR)<sup>6</sup>, pour 2006, qui inclut 1449 personnes en provenance de Roumanie, le rapport vise à présenter et à identifier les facteurs démographiques et socioculturelles ainsi que les personnes impliquées dans des activités entrepreneuriales de fournir une vision plus large de ce que les caractéristiques et les motivations des aspirants et les entrepreneurs potentiels en Roumanie.

Les résultats de ce premier rapport indique que les femmes sont fortement impliquées dans des ces activités précédente départ (en proportion de 9,58%), tandis que les hommes ont un peu plus grande part dans la création d'entreprise dans la période récente (16,75%). Il a également constaté que l'âge moyen de ceux qui sont impliqués dans les activités des entreprises se situe entre 33 et 35 ans. Notez cependant que les personnes âgées entre 36 et 50 ans sont impliqués dans une mesure plus grande de l'activité entrepreneuriale dans les précédents commencer son activité (9,40%). Dans le cas de le récent devenir des entrepreneurs, la plus grande proportion est au niveau des personnes âgées entre 26 et 40 ans (18,14%).

3\_ Texte mis à jour le 29.06.2007, vu la réédition de la Gazette officielle, Partie I, no. 1066 du 17 novembre 2004. Loi sur les modifications des actes suivants: Loi no. 302/2005 ; Loi no. 164/2006 ; Loi no. 441/2006 ; Loi no 516/2006 ; O.U.G. N ° 82/2007.

4\_ Publiée dans la Gazette Officielle no. 1048 du 12 novembre 2004

5\_ L'ordonnance d'urgence no. 44 du 16/04/2008 Publié dans le Journal Officiel, Partie I, no. 328 du 25/04/2008

6\_ Esteban M. Lafuente, Otilia Driga. (2007). 1-st Report on entrepreneurial activities in Romania, Centre for Entrepreneurship and Business Research

En outre, les résultats indiquent l'importance de ce dans la famille, le développeur d'un ou de plusieurs getter de renforcer les activités entrepreneuriales. Une part de 38,6% de ceux qui sont impliqués dans des activités au début de ce rapport pour démarrer une entreprise dans l'esprit d'entreprise de leur famille, l'exemple le plus souvent le père (22,81%). Pour les nouveaux entrepreneurs, 20,69% des personnes interrogées dans l'esprit d'entreprise et la famille, comme si les personnes impliquées dans les activités d'entreprises d'affaires de départ l'histoire, le père du membre de la famille est le plus souvent donné en exemple (15,09%).

En ce qui concerne la motivation de se livrer à des activités entrepreneuriales, les résultats indiquent que l'échantillon est composé de personnes nous sommes motivés par les différents aspects de la vie à devenir entrepreneurs. Les gens perçoivent l'esprit d'entreprise plus comme une occasion de prendre avantage des opportunités d'affaires, d'améliorer la qualité de vie. Plus intéressant encore, les résultats indiquent que les répondants considèrent les aspects sociaux et comme des facteurs importants qui motivent la décision de s'engager dans les activités entrepreneuriales.

Dans l'Union européenne, les PME comprennent 98,8% de l'ensemble des entreprises et de deux tiers de l'emploi total. Alors que le nombre des PME en tant que pourcentage d'entreprises de tous de la région pour l'évaluation des politiques sur les entreprises (EEE) se comparent favorablement avec l'UE et le graphique le pourcentage de ceux qui initie d'affaires (cette situation est le pays de l'EEE vont de la dixième à la moitié de la moyenne de l'UE le démarrage d'une entreprise par personne) et de l'emploi 47% ne peuvent pas être comparés. Pour une longue période de temps, dans l'UE et d'autres une économie avancée de la stratégie de développement national ou régional doit tenir compte de l'évolution et la croissance des PME, en liaison avec d'autres articles ou de l'augmentation industrielle ainsi que l'investissement étranger direct (IED). Ces stratégies de développement analysent et doit percevoir la réalité des besoins des PME et de l'industrie dans général. Il doit également être basé sur la compétitivité des PME, qui implique une analyse des avantages compétitifs.

Le rôle du gouvernement<sup>7</sup> dans la gestion de l'économie est de créer un environnement favorable, qui permettra aux PME et de l'industrie de croître et d'étendre, à son tour générer recettes de l'économie (pour l'industrie sous la forme de profit et pour le gouvernement en vertu de sous forme de taxes). Les politiques réussies peuvent conduire à la création d'emplois, de diminuer

La pauvreté, et de permettre au gouvernement d'investir et d'améliorer la qualité de la vie citoyens par l'amélioration de la qualité du système de santé, l'éducation des infrastructures et un meilleur développement régional. Mais les entreprises et les organismes nationaux et stratégies pour le développement des PME, chiard ACA sont compatibles et couronnée de succès, pas automatiquement transposé dans les stratégies de développement régional efficace. Même dans le plus de succès régions de chaque pays lutte pour atteindre les niveaux national développement et souffre de chômage et les faibles niveaux d'existence entreprises avec un impact sur l'économie régionale

Le 24 Octobre 2006, la Commission européenne et par la décision n°. 1639/2006 a établi le cadre pour compétitive et l'innovation afin de renforcer la compétitivité et la capacité novatrice, de contribuer au progrès de la société fondée sur la connaissance et au développement équilibré et à la croissance économique, parce que, ce faisant, l'Union européenne de devenir le plus compétitive et la plus dynamique de la société.

Ce cadre vise en particulier les PME, en attribuant une attention toute particulière doit en raison de l'émergence rapide d'entreprises, les micro-entreprises et de la draperie, et les femmes entrepreneurs.

Le cadre comprend les mesures prises dans les domaines de la communauté des entreprises, en particulier les PME, la compétitivité industrielle, de la technologie de protection de l'environnement et l'énergie intelligente. Le cadre définit le budget total nécessaire pour atteindre les objectifs, les types d'exécution, de suivi et d'évaluation, définit la politique de l'innovation et les mesures nécessaires pour protéger les intérêts financiers de l'Union. Suivre une décision de la Commission, le logiciel complète des fonds structurels et programs, toutefois, que le fait de fournir les mêmes dépenses ne peuvent être financées par plusieurs fois.

Les objectifs généraux de l'émission, défini par la décision de la Commission sont les suivants: faciliter la compétitivité des entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises, en soutenant toutes les formes d'innovation, d'intensifier le développement de la société de l'information novatrice, compétitive et intégrée, l'appui de l'efficacité énergétique et les ressources énergétiques

Micro-entreprises, petites et moyennes entreprises (PME) jouent un rôle essentiel dans l'économie européenne. Ils représentent une source de compétences entrepreneuriales, d'innovation et de création d'emplois. Dans l'Union européenne élargie à 27 pays, environ 23 millions de PME que d'environ 75 millions d'emplois et représentent 99% de toutes les entreprises. Toutefois, ils sont souvent confrontés à des imperfections du marché. Les PME ont souvent des difficultés à obtenir des capitaux ou de prêts, en particulier dans la phase de démarrage. Leurs ressources limitées mai aussi de réduire l'accès aux nouvelles technologies et l'innovation. Par conséquent, le soutien aux PME est l'une des priorités de la Commission européenne pour la croissance économique, la création d'emplois et la cohésion économique et sociale.

La nouvelle définition<sup>8</sup> de petites et moyennes entreprises agréée par l'Union Européenne située dans cette catégorie les entreprises qui ont moins de 250 salariés et un chiffre d'affaires annuel net ne dépassant pas 50 millions d'euros, ou qui ont l'actif total n'excédant pas 43 millions de dollars.

L'accès aux capitaux est un problème rencontrés par les PME, en particulier parce que je ne peux pas donner des garanties que nous avons besoin dans les créanciers. Pour résoudre ce problème, la nouvelle définition rend l'égalité de financement des PME, par l'octroi d'un traitement favorable pour certains investisseurs, comme les fonds régionaux, les entreprises à capital-risque et business angels (particuliers ou groupes de personnes ayant une activité normale de capitaux d'investissement capital-risque à investir dans des entreprises non cotées), sans perdre les entreprises à la situation des PME.

Les mêmes précautions s'appliquent aux autorités locales, qui ont un budget annuel de plus de 10 millions d'euros, l'équivalent en dollars US et moins de 5.000 habitants. Ils peuvent investir dans une PME un certain pourcentage sans engagement a été de trouver un désavantage lors de la demande de subvention.

<sup>7</sup> Des questions régionales de l'esprit d'entreprise et de l'emploi L'Europe du Sud-Est. (2007) Rapport Skoplye.

<sup>8</sup> Cette recommandation est entrée en vigueur le Janvier 1 2005 et sera appliquée à tous les politiques, les programs et les mesures prises par la Commission pour les PME. Pour les États membres, en utilisant la définition est volontaire, mais la Commission a recommandé que leur chat et de la Banque européenne d'investissement et Fonds européen d'investissement, à utiliser sur une grande échelle.

Pour la Roumanie, un premier pas en ce contexte a été en 1999, la Loi sur la stimulation de la création et le développement des petites et moyennes entreprises<sup>9</sup> qui porte sur les mesures visant à créer favorable à la création et le développement des petites et moyennes entreprises, qui est abrogée par la Loi 346/2004 qui, en correspondance avec les recommandations d'Union Européenne, montre les mesures destinées à favoriser la création et le développement des petites et moyennes entreprises. Aux fins de la présente loi par entreprise désigne toute forme de organisant une entreprise et autorisé par les lois en vigueur pour les actes et les actes de commerce, à des fins commerciales, en termes de concurrence, à savoir: les sociétés commerciales, sociétés coopératives, personnes exerçant des activités économiques dans l'indépendance et les associations familiales autorisé en vertu des lois en vigueur.

Les petites et moyennes entreprises sont définies comme étant les entreprises qui remplissent les conditions cumulatives suivantes: a) ont une moyenne annuelle le nombre de salariés inférieur à 250; b) fait un chiffre d'affaires annuel net de près de 50 millions d'euros, soit l'équivalent en lei, ou ont l'actif total ne dépassant pas l'équivalent en lei de 43 millions d'euros, selon les derniers états financiers approuvés. Avec le total des actifs, les avoirs fixes plus actifs, plus frais à l'avance. Les petites et moyennes entreprises sont classées, selon le nombre annuel moyen des employés et le chiffre d'affaires annuel et le montant net total des actifs en leur possession, dans les catégories suivantes: a) aux micro - ont jusqu'au 9 salariés et produisent un chiffre d'affaires annuel net ou qui ont un actif total de jusqu'à 2 millions d'euros, soit l'équivalent en dollars américains; b) les petites - ont entre 10 et 49 salariés et produisent un chiffre d'affaires annuel net ou qui ont un actif total de jusqu'à 10 millions d'euros, soit l'équivalent en dollars américains; c) moyennes entreprises - ont entre 50 et 249 salariés et produisent un chiffre d'affaires annuel net de près de 50 millions d'euros, soit l'équivalent en lei, ou ont l'actif total ne dépassant pas l'équivalent en lei de 43 millions d'euros.

Chaque année, le gouvernement, par l'intermédiaire de l'Agence nationale des petites et moyennes entreprises et des coopératives, présenter un rapport annuel sur le développement des petites et moyennes entreprises, la manière dont le cadre macro-économique, le cadre juridique et institutionnel match besoins des petites et moyennes entreprises, les politiques visant à encourager et à stimuler les petites et moyennes entreprises et a adopté le stade de leur application, les mesures concrètes prises dans la mise en œuvre et les effets trouvés. Le rapport annuel doit être accompagnée par le développement des petites et moyennes entreprises, à entreprendre dans l'année civile suivante, pour approbation par le Parlement de fonds qui devrait être prévues par la loi du budget de l'Etat pour l'année prochaine.

En 2004, le gouvernement a adopté la stratégie du gouvernement pour soutenir le développement des petites et moyennes entreprises au cours de la période 2004 - 2008 par la décision gouvernementale no. 1280/2004<sup>10</sup>. Priorité principale, mesures de soutien aux pépinières d'entreprises dans la production et des services de création de valeur élevé vise à soutenir la création et le développement de pépinières d'entreprises et de la technologie afin de stimuler les entreprises et les initiatives novatrices et la mise en place des collectivités locales petites et moyennes entreprises dans la production et des services générateurs de valeur ajoutée.

La stratégie de développement du réseau national des pépinières d'entreprises en Roumanie est en grande partie la nécessité d'un changement prévu par les instruments au niveau local, avec l'appui des autorités locales et le gouvernement qui peut aider les entrepreneurs privés dans le difficile processus de développement dans les premières années d'opération.

La stratégie garantira la création et la consolidation d'un réseau national de pépinières d'entreprises en Roumanie, par le biais du développement de programs intégrés pour les soutenir jusqu'en 2013. En ce sens, les ressources financières devraient être mieux organisés et mieux utilisés pour réduire le taux d'échec des entreprises dans la première phase de développement et pour les aider dans le processus de croissance qui montre le potentiel de devenir des générateurs de nouveaux emplois travailler

Le second pas, la Loi no.240 du 15 Juillet 2005 sur le micro financement des entreprises<sup>11</sup>, qui a visée à créer les conditions nécessaires organisme, le fonctionnement et le développement de la micro finance entreprises.

Cette loi a désirée la stimulation d'entrepreneuriat en spécial par le microcrédit, c'est-à-dire le prêt accordé à la demande des candidats - personnes physiques ou morales - en lei, soit l'équivalent de jusqu'à 25.000 euros, avec une période de remboursement allant jusqu'à 60 mois pour les projets de développement, des activités ou des affaires, le soutien des projets de développement communautaire ou les initiatives économiques des communautés locales et activités sociales en vue d'améliorer le niveau de vie des communautés locales.

Il doit observer dans ce contexte les facilites fiscales pour les PME. Le Code fiscale de la Roumanie<sup>12</sup> montre dans l'article 103<sup>13</sup> que une micro-entreprise est une personne juridique roumain qui remplit les conditions cumulatives suivantes, le 31 décembre de l'exercice précédent: a) crée des revenus, autres que ceux de la consultation et la gestion, la proportion de plus de 50% du total des recettes; b) sont de 1 à 9 salariés, y compris; c) n'a pas atteint les recettes ont dépassé l'équivalent en RON de 100.000 euros; d) le capital de la personne morale est tenue par des personnes autres que l'Etat, les autorités locales et les institutions publiques.

9\_ La loi n°. 133/1999 sur la stimulation des entrepreneurs privés pour la création et le développement des petites et moyennes entreprises, publiée au Journal Officiel de la Roumanie, Partie I, no. 349 du 23 Juillet 1999.

10\_ Publié dans Journal Officiel n°. 232 du 15 mars 2006

11\_ Publié dans Journal officiel n°. 663 du 26 Juillet 2005

12- La loi no. 571/2003, publié au Journal officiel n°. 727 du 23 décembre 2003

13\_ Art. 103 a été modifié par l'article 67 de l'art. I, n° de la loi. 343 du 17 Juillet 2006, publié au Journal officiel n°.662 du 1er août 2006

L'option de payer de l'impôt sur le revenu de PME est aussi consacrée de manière suivante : Les taxes visées par le Code fiscal est facultatif<sup>14</sup>. Le PME bénéficie imposable mais choisir de payer les taxes visées par le présent titre à partir de la prochaine année fiscale, si elle remplit les conditions énoncées à l'article. 103 et si vous n'avez pas été imposable sur le revenu des micro-entreprises. Une personne morale roumaine qui est nouvellement fondée pouvez choisir de payer l'impôt sur le revenu des PME, en commençant par le premier exercice, si les conditions énoncées à l'article. 103 points a) et d) sont remplis, la date de l'enregistrement au registre du commerce et de la condition prévue à l'article. 103 points. b) est fait dans les 60 jours, y compris la date de l'enregistrement. Le revenu imposable de PME ne plus appliquer ce système de taxation étant donné que la prochaine année financière dans laquelle ne répondent plus à l'une des conditions prévues à l'art. 103. Le revenu imposable sur les PME peut choisir de payer la taxe de départ du prochain exercice. L'option est exercée jusqu'à janvier 31 de la prochaine année fiscale pour laquelle des recettes fiscales dues à des micro-entreprises.

Taux d'imposition<sup>15</sup> sur le revenu est micro: 2% en 2007, 2,5% en 2008, 3% en 2009.

Dans le cas d'une association sans personnalité juridique d'une micro-imposable en vertu du présent titre, et une personne, résidente ou non-résidents, le PME a l'obligation de calculer, de mémoire et de flux au budget de l'Etat la taxe due par des particuliers, calculé en appliquant le taux de la taxe de 1,5% aux revenus de retour de son association.

L'Union européenne commence à donner une plus grande attention au développement des zones rurales, offrant plus que de simples et de soutenir l'agriculture Comme commence à répandre l'idée de la création d'entreprises et le développement mais être la meilleure stratégie pour le développement rural, de nouveaux rapports émanant de différents Les sources internationales maintenant mettre en doute les avantages de l'esprit d'entreprise pour soutenir le développement économique des zones rurales.

Les résultats d'un étude publiée par l'OCDE en 2006 sur l'esprit d'entreprise influence sur le développement économique local, menée dans 30 pays, montre que la stimulation de l'activité entrepreneuriale mais offrir une alternative au paiement de l'aide de chômage dans les zones rurales, mais aussi des effets directs sur les lieux travail et la croissance est modeste dans ces domaines et souvent faveur des segments spécifiques de la population. Selon l'enquête il ya de nombreux obstacles qui entravent l'esprit d'entreprise dans les zones rurales, en influençant à la fois la taille et la forme de l'activité entrepreneuriale et ses chances de succès. L'étude a conclu en déclarant que informel facteurs institutionnels, tels que le manque d'exemples positifs de chefs d'entreprise (modèles à suivre) et de réseaux limités sont quelques-unes des barrières les plus importantes dans le développement de l'esprit d'entreprise dans les zones rurales. En l'absence de modèles de suivi dans le domaine de l'esprit d'entreprise, les agents économiques n'ont pas force nécessaire pour prendre des décisions qui doivent devenir des entrepreneurs

À partir du 1er Janvier 2007, la Roumanie, en tant que membre de l'Union européenne doit tenir compte de l'évolution sur le plan européen, telles qu'elles sont présentées dans la stratégie révisée de développement durable de l'Union européenne (UE DDS), le Conseil a approuvé Européen 15-16 Juillet 2006, dont le but est de développer et d'identifier les actions que l'UE peut atteindre une meilleure qualité de vie pour les générations présentes et futures en créant des communautés durables capables de gérer et d'utiliser efficacement les ressources et à exploiter le potentiel novateur de l'environnement et l'économie sociale, assurer la prospérité, la protection de l'environnement et la cohésion sociale.

Parmi les objectifs de l'UE est la prospérité économique réalisée par la promotion d'une économie prospère, novatrice, rigoureux, concurrentiel et éco-efficente, permettant un haut niveau de vie et le plein emploi et de haute qualité dans toute l'Union européenne et aussi la promotion active du développement durable dans le monde entier et faire en sorte que les politiques internes et externes de l'Union européenne sont en accord avec le développement durable mondial et les engagements internationaux de l'Union européenne.

Étant donné les objectifs politiques et principes directeurs ont été identifiés 7 Principales défis et des objectifs, des objectifs opérationnels et des actions de leur pertinence. Ces défis sont les suivants: le changement climatique et énergie propre; transport durable; production et consommation durables; la conservation et la gestion des ressources naturelles; la santé publique; l'inclusion sociale, démographie et migration; la pauvreté mondiale et les défis du développement.

Compte tenu de ces décisions au niveau de l'UE, et la situation au niveau national, en Septembre 2006, l'ancien ministre de l'Intégration européenne a lancé le processus de révision de la SNDD, toutefois, suivant les dispositions de l'art. 24 de l'ordonnance gouvernementale d'urgence n°. 25/2007 sur la mise en place de mesures de réorganisation de l'appareil de travail du Gouvernement, Ministère de l'environnement et le développement durable (MMDD) a pris la coordination de l'élaboration, d'adoption et de suivi de la mise en œuvre SNDD.

En outre, conformément à l'article. 1 de la Décision du Gouvernement no. 368/2007 sur la structure et le fonctionnement MMDD cet organe spécialisé de l'administration publique centrale coordonnée entre processus de l'élaboration d'une SNDD, propose l'adoption et la mise en œuvre de ses objectifs. Dans de haut niveau en Mai de cette année MMDD de direction et des représentants de la Commission européenne a déclaré que, conformément à la DDS États membres de l'UE doit envoyer, jusqu'au 15 Juin 2007, puis tous les 2 ans des informations sur les progrès de chaque État dans la mise en œuvre des stratégies nationales de développement durable. En ce qui concerne la révision de la SNDD, la Commission européenne a déclaré que bien qu'il n'y ait pas de date limite, la Roumanie doit montrer des progrès rapport dans lequel il fera de la date à laquelle il va terminer l'examen des stratégies de l'UE dans le cadre de la DDS.

14-Art. 104 du Code fiscal

15-Art.107 du Code fiscal

L'Agence nationale des petites et moyennes entreprises et coopération (ANIMMC) est le coordinateur national en Roumanie dans la mise en œuvre de la Charte européenne des petites et la mise en œuvre pluriannuel de la Communauté des entreprises et l'esprit d'entreprise, en particulier pour les PME. ANIMMC veillera à ce que la stratégie du gouvernement pour soutenir le développement des petites et moyennes entreprises au cours de la période 2004 - 2008 pour être en étroite conformité avec les priorités, les mesures et les modalités de mise en œuvre des politiques industrielles et de consensus régional sur les principes de concentration, de partenariat, de coordination et de complémentarité.

En outre, la Commission européenne a déclaré que, bien que la période pour laquelle les stratégies de développement durable varient d'un état à un autre examen global d'une stratégie doit être effectué tous les 5 ans. Selon ces discussions, la Roumanie s'est engagée dans le rapport présenté en Juin de cette année de procéder à l'examen SNDD d'ici la fin de 2008.

C'est essentielle dans ce contexte La Procédure de 02.10.2008<sup>16</sup> mise en œuvre de la multi nationale période 2002-2011 la création et le développement de pépinières d'entreprises technologiques et d'affaires qui a l'objectif global de développement des petites et moyennes entreprises (PME) en Roumanie, par le biais de la création de nouvelles pépinières d'entreprises, et par l'amélioration de l'efficacité des pépinières d'entreprises existant déjà.

Elle vise en particulier:

- la création d'un environnement favorable au développement des entreprises et la croissance des PME;
- promotion de la culture entrepreneuriale et la gestion de la performance ;
- le renforcement d'un secteur privé dynamique en mesure de faire face avec les forces de la concurrence et la concurrence internationale;
- faciliter l'accès des PME aux sources de financement, de plus en plus concurrentiel des activités économiques, le renforcement du climat d'investissement et de réduire le taux de chômage dans les zones cibles.

Dans les autorités chargées de la mise en œuvre à l'échelle nationale et locale partenaires fourniront les subventions et les indemnités seront mises à la disposition des pépinières d'entreprises des moyens nécessaires pour assurer leur fonctionnalité, pour le bénéfice des PME dans l'émission sélectionné.

Toutefois elle s'agit de créer un réseau de pépinières d'entreprises en Roumanie, qui permettra principalement:

- a- le développement de l'environnement économique local, régional et national à travers un usage plus efficace du potentiel humain et économique existant dans la région;
- b- la création et le développement de PME innovantes, capables d'utiliser efficacement les ressources existantes et, à la fin de la période d'incubation, serait dans une situation stable dans financière;
- c- la création d'une relation entre la technologie et des entreprises du potentiel des zones cibles;
- d- l'élaboration d'une infrastructure capable d'entreprises de faire face à la pression concurrentielle;
- e- la promotion de l'accès des PME à l'information en incubation, les services de conseil professionnel, les sources de financement et des services et des équipements spécifiques;
- f- l'augmentation du nombre d'emplois et le développement économique des régions cibles;
- g- promouvoir une collaboration étroite entre les principaux partenaires au niveau national, régional et local pour parvenir à un développement économique durable;
- h- la corrélation des pépinières d'entreprises avec les opérateurs économiques dans la région.

Conformément à la décision n°. 952/2004 sur l'approbation de l'accord entre le Gouvernement et le United Nations Development Program, signé à Bucarest le 23 avril 2004, modifiant l'accord entre le Gouvernement et la United Nations Development Program, signé à Bucarest le 23 Janvier 1991, dans le processus de mise en œuvre de la Le programme s'appliquer à des règles de gestion financière du PNUD.

Performances des pépinières d'entreprises devraient être analysées principalement du point de vue des résultats, mais aussi à la lumière de l'impact qu'ils ont eu dans l'environnement des entreprises de la région dans laquelle il opère, et le développement économique. L'impact est pris en compte dans la quantification des pépinières d'entreprises, la performance réalisée à moyen ou à long terme, et le taux d'occupation à un moment donné.

Le rapport final d'évaluation du programme doit contenir l'impact de l'éclosion de travail du point de vue de la création de nouveaux emplois.

En ce sens, une série d'indicateurs seront prises à la quantification des résultats des pépinières d'entreprises sur des domaines spécifiques de l'action:

- a- le taux de survie des bénéficiaires d'ici à la fin de la période d'incubation, ce qui générera un aperçu des résultats de ce projet;
- b- le nombre d'emplois nouvellement créés au cours de l'incubation;
- c- les effets produits par les nouveaux emplois créés (pour une période de 2-3 ans après la fin de l'incubation);
- d- le développement économique de la zone géographique de pépinières d'entreprises de placement;
- e- les résultats économiques obtenus;
- f- les services et la qualité.

Sélection des bénéficiaires sera basée sur une méthodologie développée par le gestionnaire de sélection Hatchery, approuvé à l'avance par le PNUD, et sera composé de l'évaluation du plan d'entreprise présentée à l'appui d'une interview par les entrepreneurs devant le comité d'évaluation. Dans l'appréciation des projets, le comité d'évaluation prendra en compte le critère de faisabilité de ces propositions, mettant en évidence les questions suivantes: l'idée d'affaires, la capacité à créer des emplois, le plan marketing, la structure organisationnelle, les ressources financières, les entreprises des risques et des possibilités, des ressources humaines nécessaire, etc.

<sup>16</sup> Publié dans le Journal Officiel, Partie I, no. 695 du 13/10/2008

À la suite du processus de délibération, le comité d'évaluation sélectionnera les entrepreneurs seront inclus dans le logiciel. Le nombre de chefs d'entreprise, composé de nouveaux PME et les PME avec un historique de son exploitation, sera mis en place par le PNUD dans le cadre de gestion des contrats

Les bénéficiaires désignés par le comité d'évaluation en tant que participants à la program signer, individuellement, gestionnaire de couvoir avec les conditions prévues par la présente procédure et conformément aux instructions prévues par le PNUD, l'éclosion d'un cadre conclu pour une période de 3 ans

Sur l'ensemble de la période de fonctionnement des bénéficiaires est lié par des obligations contractuelles assumées par l'éclosion contrat cadre conclu avec le gestionnaire de couvoir, et toutes les modifications ou ajouts à elle. Aussi, les bénéficiaires de l'émission est subordonnée à l'accomplissement des conditions cumulatives suivantes:

- a- mise en place, dans la première année de fonctionnement dans le couvoir d'affaires, au moins 3 emplois et de maintenir la totalité de leur période de fonctionnement du programme;
- b- de prendre toutes les mesures nécessaires et la présentation de toutes les possibilités visant à améliorer la performance économique, que ce soit par l'augmentation du chiffre d'affaires avec un minimum de 10% par an;
- c- la conclusion de contrats commerciaux avec des partenaires de l'extérieur de la zone économique de la situation géographique de l'écloserie d'affaires;
- d- l'accomplissement de toutes ses obligations en raison de paiement de taxes, de droits et de passif au budget de l'Etat et / ou les budgets locaux.

Le défaut de la culpabilité des obligations énumérées ci-dessus mai déclencher la résiliation du contrat d'incubation et à l'exclusion des bénéficiaires de l'émission et la mise en oeuvre des mesures prévues par la présente procédure Sélectionner les bénéficiaires en vue l'incubation recevront une aide financière et d'orientation dans le cadre de ce logiciel, ce qui leur permettra d'améliorer leurs performances économiques et, à terme, devenir indépendant du financement à moyen et à long terme, étant En même temps fournir des produits compétitifs et de services.

Les bénéficiés du Programme sont assurées à travers les bénéficiaires de l'espace de bureau et/ou de production dans le couvoir d'affaires, a loué des conditions avantageuses, les services administratifs fournis par le gestionnaire de couvoir, le soutien et donné des conseils de spécialistes pour récompenser les prix Par ou via le gestionnaire de couvoir, et accorde un soutien financier des subventions.

Les services de soutien et des conseils de spécialistes seront fournis par le gestionnaire de couvoir, directement ou par des personnes spécialisées dans les prix, en fonction de la possibilité et la demande de ces services par les bénéficiaires.

Administrateurs de pépinières d'entreprises sera une priorité par rapport à d'autres fournisseurs de services et de conseil spécialisé en termes de prix et de qualité égale. Ces services, ne se limite pas présenté, mai être:

- a- conseils et assistance dans l'élaboration de plans d'affaires et de marketing, études de faisabilité et les sources et les méthodes de financement des investissements aux fins de subventions par le biais d'autres complémentaires;
- b- de conseil et de formation en gestion d'entreprise et de gestion des investissements;
- c- l'assistance dans le développement de nouveaux produits et services;
- d- l'assistance pour le développement de partenariats nationaux et internationaux;
- e- des services de formation, de traduction et de publication;
- f- des conseils sur la protection des droits de propriété intellectuelle et industrielle;
- g- l'assistance aux bénéficiaires de corrélation avec ceux des entreprises dans la région;
- h- l'aide à la diversification de la capacité des bénéficiaires et de mettre en marché des produits et/ou des services en dehors de la zone de placement Hatchery entreprise;
- i- l'assistance à des activités de sélection et de recrutement;
- j- l'assistance pour la mise en oeuvre de procédures de travail en conformité avec les normes européennes sur la qualité.

Sur l'ensemble de la période de fonctionnement de l' bénéficiaires recevront une aide financière par le biais de l'attribution de subventions périodiques, tel que déterminé par le contrat cadre d'incubation, comme le graphique ci-après de financement:

- a- dans la première année de participation dans l'émission, le niveau maximal annuel d'octroi de l'aide est de 40.000 lei, répartis comme suit:
  - 60% De la valeur hors TVA des frais encourus dans l'établissement du bénéficiaire, s'il s'agit d'une PME nouvellement créées;
  - 40% De la TVA sans commune des services publics liés à l'exploitation de l'écloserie d'affaires, distribué à chaque bénéficiaire de l'émission, conformément à la législation en vigueur;
  - 30% Du montant total de la TVA aux services sans l'aide et des conseils de spécialistes;
- b- de la deuxième année de participation dans l'émission, le niveau maximal annuel d'octroi de l'aide est de 30.000 lei, répartis comme suit:
  - 30% De la TVA sans commune des services publics liés à l'exploitation de l'écloserie d'affaires, distribué à chaque bénéficiaire de l'émission, conformément à la législation en vigueur;
  - 20% Du montant total de la TVA aux services sans l'aide et des conseils de spécialistes;
- c- dans la troisième année de participation dans l'émission, le niveau maximal annuel d'octroi de l'aide est compris entre 25,000 lei, répartis comme suit:
  - 20% De la TVA sans commune des services publics liés à l'exploitation de l'écloserie d'affaires, distribué à chaque bénéficiaire de l'émission, conformément à la législation en vigueur;
  - 15% Du montant total de la TVA aux services sans l'aide et des conseils dans le domaine.

Roumanie pourrait atteindre plus de 12 ans à la moyenne de l'Union européenne il ya deux ans, et que seulement si les près de 20 milliards d'euros en fonds de l'UE seront entièrement assimilées, conformément à la Stratégie nationale pour le développement durable de la Roumanie (SNDD) ça permettra comme a estimé le Premier ministre roumain Călin Popescu Țăriceanu, qui prétendent que en 2020 sera la septième grande économie dans l'UE.

Les suivants sont axés sur les nouvelles priorités de la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi afin de soutenir l'innovation et l'esprit d'entreprise: Le septième program-cadre (7e PC)<sup>17</sup> vise à accroître le financement de la recherche en collaboration Europe au cours de la période 2007-2013 de plus de EUR 53 milliards, dont 1,3 milliard d'euros pour les actions novatrices de sous-traitance des activités de recherche et de développement pour les PME. Un fonds public 0,4 milliards supplémentaires sera disponible dans période 2008-2013 pour la commune Eurostars à soutenir les PME activité en recherche et développement. Favoriser un usage commercial de l'innovation et de développement l'expérience acquise dans le Program de la compétitivité et l'innovation (CIP), 1,1 milliard d'euros pour aider les à améliorer l'accès des PME au financement sont en cours de la période 2007-2013.

Le nouveau Fond d'innovation et le développement rapide des PME a été introduit en vue d'accroître les fonds propres pour les PME innovantes investissant dans des conditions de marché dans le fonds de capital-risque axés sur les PME en phase de démarrage et de stade de développement. D'autres outils sont disponibles dans le cadre du program JEREMIE (Ressources Commun européen pour les micros, petites et moyennes entreprises), une initiative Commission mixte et la Banque européenne d'investissement afin de faciliter l'accès des PME capital dans certaines régions. L'initiative permettra aux États membres opter pour cela et d'utiliser une partie des fonds structurels pour développer diverses formes de capital-risque et instruments financiers conçus spécifiquement pour soutenir les micros, petites et moyennes entreprises.

### **Conclusion :**

Les politiques de soutien aux activités des entreprises au niveau local à mettre d'abord les institutions informelles bases nécessaires à la communauté, avant d'appliquer les mesures arrêtées par les institutions officielles pour la promotion de l'activité des entreprises. Soutien officiel mai être en vain en l'absence d'un cadre institutionnel adéquat informelle.

Les résultats soulignent particulièrement l'importance des modèles d'affaires dans le cercle social de chaque membre du personnel comme un stimulus positif, ce qui explique l'inégalité des niveaux de l'esprit d'entreprise dans des zones géographiques différentes. Cela donne à penser que les politiques en faveur de l'entreprenariat devrait jeter les bases d'une plus grande interaction sociale dans la limite des entrepreneurs pour promouvoir les possibilités de relations avec les entrepreneurs potentiels, en glorifiant le rôle de la communauté des développeurs dans sa célébration et de la réussite en affaires l'esprit d'entreprise existant. Les gouvernements locaux doivent augmenter la visibilité des exemples positifs de l'esprit d'entreprise dans leurs communautés.

Modèles d'affaires peut vous aider à créer une atmosphère propice à l'esprit d'entreprise dans le cadre institutionnel informelle d'une communauté qui permet ensuite à des politiques officielles en faveur de l'esprit d'entreprise d'avoir un impact plus puissant sur les niveaux de l'activité entrepreneuriale locale.

L'entrepreneur est un acteur principal et un symbole de l'économie de marché. Rôles et contribution des entrepreneurs à augmenter sensiblement, tandis que l'expression sur leur qualité supérieure, qui se reflète dans l'actuelle révolution de l'esprit d'entreprise, qui, selon l'une des revendications de nombreux spécialistes, sera le point culminant dans ce siècle, génératrices de mutations multiples, certaines sont toujours difficile imaginé dans le présent.

<sup>17</sup> JO C. 323 du 30.12.2006, p. 1-26.